
NOTE INFORMATIVE AUX ACTEURS HDP TRAVAILLANT DANS LE TERRITOIRE DE BENI ET LUBERO

Période : Juillet 2025

1. Orientation générale

Le Conflict Sensitivity Hub génère des notes explicatives sur la surveillance du contexte, pouvant aider les intervenants HDP¹ à mieux incorporer la sensibilité aux conflits dans leurs activités et procédures organisationnelles. Étant donné que la situation à l'est de la RDC peut changer rapidement, ces notes sont particulièrement pertinentes et bénéfiques lorsqu'elles sont produites et utilisées dans un délai relativement court. Néanmoins, elles demeurent bénéfiques sur le long terme pour documenter les évolutions dans le contexte et préserver un souvenir des événements susceptibles d'enrichir un processus d'apprentissage. Ce document a pour but de donner aux acteurs HDP des informations sur les évolutions récentes du contexte de conflit dans les territoires de Beni et Lubero, afin d'ajuster leurs interventions au contexte.

2. Contexte général

Entre mai et juillet 2025, la zone de Beni–Lubero a connu une intensification simultanée de deux foyers de violence. D'un côté, le M23/AFC², soutenu par le Rwanda, continue d'occuper les villages conquis ces derniers mois dans le sud du territoire de Lubero et où il établit des structures administratives parallèles en renforçant son contrôle territorial. De l'autre, les exactions des ADF³ qui se sont multipliées dans les zones rurales de Beni, visant principalement les civils dans les villages et les zones agricoles⁴. Cette double pression armée alimente une instabilité généralisée, dans un contexte déjà tendu, par la compétition pour l'accès et le contrôle des ressources naturelles (or, coltan, café, bois), des axes commerciaux stratégiques et des terres agricoles fertiles.

Dans une situation de gouvernance défaillante, les autorités étatiques apparaissent absentes ou perçues comme alignées sur certains groupes armés, accentuant la perte de légitimité de l'État. L'installation récente du gouvernement provincial à Beni, présentée comme une mesure de proximité, n'a pas permis d'apporter des solutions concrètes en matière de sécurité et de gouvernance, renforçant la méfiance des populations.

¹ Humanitaire, Développement et Paix.

² Mouvement du 23 mars/Alliance Fleuve Congo.

³ Allied Democratic Forces

⁴ Analyse des incidents INSO

La fragmentation du pouvoir local dans les territoires de Beni et Lubero s'est également accentuée ces derniers mois, dans un contexte de déliquescence des institutions étatiques, de plus en plus perçues comme inefficaces, absentes ou alignées sur certains groupes armés ou communautés⁵.

L'État peine à arbitrer les conflits locaux ou à faire appliquer les décisions administratives, notamment dans les zones sous influence de groupes armés tels que le M23 ou les ADF⁶. Des attaques ADF dans le secteur de Bapere et la Chefferie des Baswagha et des opérations menées par la coalition FARDC et UPDF contre les positions des groupes armés locaux dans partie ouest proche de la ville de Butembo ont causé un déplacement d'au moins 3 108 ménages de 10 634 personnes vers les localités de Kimbulu (3007 ménages), et Masumo (101 ménages)⁷.

Face à certains vides institutionnels, les communautés locales réactivent et/ou renforcent des formes alternatives de gouvernance, fondées sur les systèmes coutumiers (chefferies traditionnelles), les structures religieuses (paroisses, mosquées, réseaux ecclésiaux) ou encore des circuits économiques communautaires (coopératives tribales, mutualités ethniques). Ces entités tentent de réguler la vie locale, de gérer les tensions, de mobiliser les jeunes (parfois à des fins de défense ou de résistance armée) et de garantir un minimum de cohésion sociale. Ce repli vers des formes d'autogouvernance communautaire crée une gouvernance fragmentée, souvent concurrente, voire conflictuelle, entre structures traditionnelles, autorités étatiques résiduelles, groupes armés et chefs autoproclamés⁸.

3. Description des facteurs des conflits

✓ De facteurs structurels des conflits

Les violences s'ancrent dans des causes structurelles profondes, notamment :

⁵ Entretien avec un membre de la société civile de Beni, ville de Beni.

⁶ (Amnesty International, 2025, Critical Threads, mai-juin 2025).

⁷ [Eh Tools, alerte de déplacement, 31 juillet 2025](#)

⁸ International Peace Institute, Center on International Cooperation (2025, May). [Fighting fire with fire in Eastern Congo: The rise of community-based armed governance in Beni and Lubero](#). New York University – CIC.

- Des héritages coloniaux mal résolus autour de la propriété foncière (dualité droit coutumier/droit formel), tensions interethniques non apaisées (notamment Nande–Hutu/Tutsi), et défaillance prolongée de l’État dans la fourniture de services de base et de sécurité. La fragmentation de la gouvernance locale, avec des autorités étatiques discréditées, poussant les communautés à s’organiser autour de leaders religieux, coutumiers ou miliciens (ex. Kyaganda Yira, pasteurs, chefs de guerre)⁹.



- Des conflictualités plus communautaires et localisées marquées par des conflits autour de la propriété de la terre et de l’accès aux ressources naturelles, par les replis identitaires et discours qui excluent certains groupes et par l’instrumentalisation de différences ethniques par des élites locales.

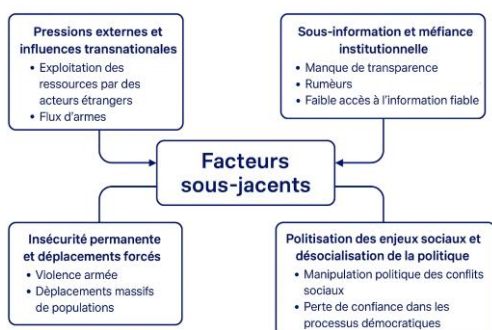
- Une marginalisation socio-économique caractérisée par une pauvreté chronique et des inégalités d’accès aux ressources surtout dans le

Lubero et dans le territoire de Beni, par un manque d’opportunités économiques, surtout pour les jeunes et par une absence de politiques inclusives pour le développement local. La présence des ADF dans les deux territoires est venue aggraver la situation.

- Des intérêts économiques liés au contrôle des ressources stratégiques (or, bois, cacao), qui financent les groupes armés (ex. M23 et ADF impliqués dans les trafics transfrontaliers).

✓ Des facteurs sous-jacents

Les conflits dans les territoires de Beni et de Lubero ne sont pas simplement limités aux affrontements armés, ils sont multidimensionnels et rétroactifs, combinant des facteurs



structurels anciens à des déclencheurs récents et des dynamiques locales instables ; ils sont l’expression de tensions structurelles profondes décrites en haut, aggravées par des dynamiques locales et régionales complexes. La combinaison de mauvaise gouvernance, de marginalisation économique, de tensions identitaires et de pressions transnationales crée un environnement où les conflits se reproduisent et se transforment.

4. Dynamiques conflictuelles récentes

Entre mai et juillet 2025, les territoires de Beni et Lubero ont connu une aggravation significative des dynamiques conflictuelles, traduisant une reconfiguration profonde des rapports de force

⁹ Note synthèse Beni-Lubero, CS Hub, 2025

militaires, politiques et sociaux dans un contexte de déliquescence institutionnelle. Les dynamiques conflictuelles les plus récentes sont :

Expansion et enracinement du M23/AFC : Dans le sud du territoire de Lubero, le M23/AFC, soutenu par le Rwanda, a poursuivi son expansion territoriale avec l'occupation des localités stratégiques telles que Lunyasenge, Kipese et Luciga. Le M23 a placé dans ces zones une administration parallèle, remplaçant les autorités locales par des chefs désignés et instaurant une taxation illégale sur les flux économiques et les produits agricoles.

Intensification des attaques de l'ADF : L'ADF, affilié à l'État islamique (ISCAP¹⁰), a intensifié ses opérations meurtrières dans les zones rurales et semi-urbaines de Beni et Lubero¹¹. Cette intensification serait due à une réaffectation de ressources militaires et logistiques des FARDC vers la lutte contre le M23.

Renforcement du système d'autodéfense communautaire : Face à l'avancée du M23 et aux attaques des ADF, les mécanismes d'autodéfense communautaire (milices Wazalendo, Maï-Maï locaux) se sont renforcés. Toutefois, leur fragmentation interne – certaines factions se ralliant au M23 pour des raisons de survie ou économiques – accentue la complexité du champ sécuritaire.

Déstabilisation de la gouvernance locale : L'effondrement de la gouvernance publique se manifeste aussi à travers des conflits de succession et de légitimité au sein des chefferies traditionnelles¹². Ces tensions illustrent le vide institutionnel croissant et la concurrence entre structures coutumières, étatiques et armées pour le contrôle local¹³.

Augmentation de la criminalité urbaine et de la violence : Dans les centres urbains de Butembo et Beni, l'insécurité s'est traduite par une hausse des violences et de la justice populaire¹⁴.

Influence régionale et internationale : Le contexte conflictuel de Beni et Lubero est marqué par des influences externes. L'appui militaire du Rwanda au M23 et la présence de l'armée ougandaise (UPDF) caractérisent des rapports de force régionaux.

5. Changements par rapport aux acteurs

La dynamique conflictuelle à Beni et Lubero au cours des derniers mois s'est accompagnée d'une reconfiguration notable des alliances et des rôles des acteurs clés : mise en place de structures

¹⁰ Islamic State Central Africa Province (Province de l'État islamique en Afrique centrale).

¹¹ Selon ACLED, en mai 2025, une douzaine d'incidents ont visé des civils, causant plus de 60 morts, ainsi que des pillages et incendies de villages.

¹² Par exemple, dans le groupement Baswagha-Madiwe, la désignation contestée du fils du chef affaibli par l'âge a provoqué une fragmentation communautaire, avec des risques d'alliance d'une partie contestataire avec des groupes armés locaux tels que l'UPLC.

¹³ Entretien avec un informateur clé, Beni, juillet 2025

¹⁴ Analyse des listes d'incidents INSO (Mai à juillet 2025) : Pillages de domiciles (Butembo, 8 juillet), meurtres ciblés (Kanyatsi, 6 juillet), violences sexuelles (Baswagha Madiwe, 6 juillet) et lynchages collectifs témoignent de l'effondrement de l'autorité judiciaire et de la perte de confiance dans les mécanismes institutionnels de résolution des conflits. Les forces de sécurité congolaises (FARDC) participent elles-mêmes à cette instabilité, en menant des opérations désorganisées, parfois abusives : tirs indiscriminés (Isale Kasongwere, 3 juillet), arrestations arbitraires (Nzenga, 32 personnes arrêtées le 6 juillet), ou encore destructions massives lors d'opérations conjointes avec l'UPDF (Mont Muhola, 4 juillet).

parallèles de gouvernance et remplacement des autorités locales par des chefs nommés dans les zones occupées par le M23.

Face au durcissement des ADF (Allied Democratic Forces), les forces armées régulières congolaises (FARDC), appuyées ponctuellement par l'armée ougandaise (UPDF) dans le cadre de l'opération *Shujaa*, continuent à mener des opérations conjointes. Quant aux Wazalendo, jeunes résistants patriotes, ils sont activement impliqués dans la défense des localités comme Mambasa, Alimbongo, Luhanga et Kasiki et autour de Kanyabayonga et Musienene, poursuivant une logique de défense communautaire.

Dans ce climat de polarisation, les chefferies coutumières, les leaders religieux (notamment l'Église catholique à Butembo-Beni) et certaines mutualités locales (comme le Kyaghanda Yira) tentent de jouer un rôle de médiation, mais peinent à s'imposer face à la militarisation du pouvoir local et à la domination de la logique de la guerre¹⁵.

Dans le territoire de Lubero, la population civile est confrontée à une intensification préoccupante des attaques armées qui entraînent des déplacements massifs, notamment vers Butembo, Miriki, Luofu et Kanyabayonga¹⁶.

¹⁵ Le rapport *Fighting fire with fire in Eastern Congo : The rise of community-based armed governance in Beni and Lubero* (mai 2025) montre que ces acteurs coutumiers et communautaires ont été sollicités pour organiser la défense face à l'avancée du M23, notamment en coordonnant des groupes maï-maï locaux et en assumant des fonctions de médiation foncière.

¹⁶ [Nord-Kivu : Des civils tués et des milliers de déplacés à Lubero malgré la présence des FARDC-UPDF](#)

6. Implications pour les acteurs humanitaires, de développement et de paix (HDP)

Les acteurs humanitaires, de développement et de paix opérant dans les territoires de Beni et Lubero sont confrontés à une série de risques majeurs qui peuvent affecter profondément leur capacité d'action :

Types de risque	Description	Mitigation / Sensibilité requise
Accès humanitaire entravé	La présence des ADF dans le Bashu, Baswagha, Bapere et les combats contre M23 autour de Kipese, Lunyasenge et Kirumba restreignent encore davantage les mouvements des acteurs HDP.	- Recourir à des mécanismes flexibles d'assistance à distance (monitoring, transferts monétaires, partenaires locaux impartiaux et systèmes de monitoring communautaire des tensions). - Maintenir une négociation pour un accès sécurisé et garder la neutralité. - Prioriser l'assistance dans les zones accessibles à forte concentration de personnes déplacées internes (Butembo, Kyondo, Kasindi). - Renforcer la documentation des incidents pour adapter l'action humanitaire et pour alimenter le plaidoyer.
Cohésion sociale fragilisée par les tensions foncières et les discours de haine.	Dans les zones multiethniques (Nande-Hutu), les tensions foncières et les discours de haine alimentent une perception de partialité. Certaines communautés considèrent les ONG comme alignées sur une communauté ou une autre.	- S'appuyer sur des réseaux religieux et coutumiers de confiance comme médiateurs, tout en évitant leur instrumentalisation. - Promouvoir la transparence et la communication communautaire (forums, radios locales) pour clarifier la neutralité des organisations. - Intégrer systématiquement la sensibilité au conflit dans la conception des projets.
Suspicion et menaces contre les équipes locales des ONG	Les agents locaux des ONG sont perçus comme affiliés à des communautés ou aux partis politiques. Ceux-ci, tout en travaillant pour les organisations, peuvent être à la base d'une mauvaise perception lorsqu'ils prennent position en faveur de leurs groupes ou de leurs communautés.	- Diversifier les recrutements pour limiter les perceptions de partialité. - Renforcer les protocoles de sécurité et d'alerte communautaire (ex. relais locaux). - Définir des lignes rouges pour éviter que les agents ne soient instrumentalisés par les autorités ou les groupes armés.
Échec potentiel des approches sectorielles classiques	Les approches sectorielles classiques (santé, nutrition, protection, WASH, etc.) sont souvent mises en œuvre de manière isolée, sans	Créer des synergies entre secteurs : par exemple, relier les interventions en santé, nutrition et protection pour une prise en charge holistique des déplacés.

	coordination suffisante entre les acteurs. Des dynamiques locales (multiplicité des groupes armés, déplacements massifs des populations, violences sexuelles, violation des droits humains) rendent les interventions sectorielles classiques insuffisantes.	Mettre en place des plateformes locales de coordination entre autorités locales, leaders communautaires, ONG et agences onusiennes. Analyser les dynamiques de conflit avant toute intervention pour éviter d'aggraver les tensions. Appuyer les mécanismes locaux de résolution des conflits et les initiatives de cohésion sociale.
Changement des coûts de vie	L'afflux massif de déplacés et de fonctionnaires de l'État a provoqué une hausse de plus de 50 % des prix des biens de base, des loyers et du foncier, aggravant les frustrations sociales. À Beni et Butembo, cela alimenterait la criminalité urbaine, la justice populaire et la stigmatisation des déplacés.	- Développer des programmes de résilience économique urbaine (soutien aux petits commerçants, coopératives). - Promouvoir une politique et des mécanismes de stabilisation des prix et d'accès équitable aux biens de première nécessité (cash for work, subventions ciblées). - Renforcer les initiatives de cohésion sociale pour éviter la stigmatisation des déplacés.

7. Recommandations

Les dynamiques conflictuelles observées entre mai et juillet 2025 à Beni et Lubero traduisent une mutation profonde de l'espace politique, sécuritaire et social. Pour les acteurs HDP, il ne s'agit plus simplement de répondre à une crise humanitaire ou sécuritaire ponctuelle mais de s'ancrer dans une lecture systémique fine des dynamiques du territoire en mettant une attention particulière à la mise en œuvre des principes de la sensibilité.

Pour les acteurs humanitaires

- Adapter l'assistance et privilégier les mécanismes flexibles dans les zones sous contrôle du M23 (sud Lubero) afin d'éviter d'alimenter la logique de taxation ou de légitimation des structures parallèles.
- Concentrer l'aide dans les zones d'afflux massif de déplacés (Butembo, Kyondo, Kasindi), en intégrant des dispositifs de médiation foncière et sociale pour limiter les tensions avec les communautés hôtes.
- Mettre en place des réseaux communautaires de protection dans les zones rurales fortement exposées aux attaques ADF (Baswagha, Bashu, Isale), en s'appuyant sur les relais coutumiers et religieux existants mais en les accompagnant pour éviter leur récupération par des groupes armés.
- Documenter systématiquement les violences afin d'ajuster la programmation et alimenter le plaidoyer auprès des autorités et partenaires internationaux.

Pour les acteurs du développement

- Réorienter les investissements structurels vers les pôles urbains relativement stables (Butembo, Kayna, Mutwanga) afin de limiter les risques de destruction ou d'instrumentalisation dans les zones contestées.
- Intégrer la sécurisation foncière dans tous les projets agricoles et d'habitat, en particulier autour des zones d'installation de déplacés (Lubero, Butembo, Kyondo), où la pression sur la terre et les tensions hôtes-déplacés sont déjà identifiées comme déclencheurs de conflit.
- Appuyer les circuits économiques locaux (coopératives agricoles, petits commerçants, transporteurs) qui sont fragilisés par la fragmentation du territoire et les multiples systèmes de taxation armée, afin de limiter leur effondrement et de préserver une résilience minimale des ménages.

Pour les acteurs de consolidation de la paix

- Soutenir les mécanismes de dialogue intercommunautaire en s'appuyant sur les réseaux coutumiers et religieux existants (Kyaghandu Yira, Église catholique, mosquées locales), qui jouent déjà un rôle d'arbitrage foncier et social, mais en les accompagnant pour éviter qu'ils ne soient instrumentalisés dans la polarisation actuelle.
- Recréer des espaces de confiance entre autorités locales et population à travers des forums de redevabilité sécurisés (Beni, Butembo), permettant aux habitants d'interpeller directement les autorités administratives et sécuritaires, dans un contexte de perte de légitimité de l'État.
- Lutter contre la stigmatisation et les discours de haine en faisant la promotion des droits humains et le respect des valeurs notamment via les radios locales et les structures associatives de jeunes, afin d'endiguer la spirale de méfiance interethnique.

Recommandations transversales pour tous les acteurs HDP

- Appuyer les mécanismes de veille contextuelle et d'analyse de conflit intégrée existants à l'instar du CSH¹⁷, pour ajuster les interventions au fur et à mesure de l'évolution des lignes de front, des acteurs et des perceptions communautaires.
- Assurer une participation active et une coordination systématique des structures communautaires en place au niveau territorial (Beni, Lubero) ayant pour mandat de partager régulièrement les analyses contextuelles, de planifier ensemble les interventions sensibles au conflit, et d'ajuster les stratégies en fonction des évolutions locales.
- Former les équipes locales à la sensibilité au conflit, à la gestion des tensions communautaires et aux mesures de sécurité personnelle, compte tenu des risques accrus d'exposition aux suspicions et aux tentatives d'instrumentalisation.

Bibliographie

- ✚ Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). (2025). Données sur les incidents de violence en République Démocratique du Congo. <https://acleddata.com>
- ✚ International Peace Institute & Center on International Cooperation (CIC). (2025). Community-based armed governance in Beni and Lubero. New York: IPI & CIC.

¹⁷ Conflict Sensitivity Hub

- ✚ United Nations. (2025). Report of the Secretary-General on the situation in the Democratic Republic of Congo. New York: United Nations.
- ✚ Fighting fire with fire in Eastern Congo: The rise of community-based armed governance in Beni and Lubero. (2025, mai). [Rapport].
- ✚ International Crisis Group. (2025). Eastern Congo: The risks of escalation in Beni and Lubero. Brussels: ICG.